



C'est une première depuis 1990 : l'Union européenne n'enverra pas d'observateurs le 7 octobre prochain lors du scrutin présidentiel.

Une décision critiquée par certains candidats sur place. La tradition veut que l'Union européenne envoie des observateurs électoraux à la présidentielle au Cameroun. Mais pour la première fois depuis la réouverture du pays de Paul Biya au multipartisme en 1990, l'Union européenne ne sera pas présente sur le terrain électoral cette année pour la présidentielle du 7 octobre prochain.

« L'observation électorale proprement dite n'a pas été prévue, n'a pas été préparée », explique l'ambassadeur de l'Union Européenne au Cameroun, Hans-Peter Schadek. « Mais évidemment, nous sommes sur place, nous regardons ce qui se passe. Et par ailleurs, on est en contact avec la société civile, notamment une ONG qui promeut la participation des femmes More Women in Politic », ajoute-t-il pour justifier une présence très réduite de l'Union européenne.

« L'Union aurait dû être présente » Mais pas de quoi convaincre tout le monde. Cette attitude abstentionniste de la diplomatie européenne est incompréhensible pour Emile Bindzi, le porte-parole de Cabral Libii, l'un des neuf candidats à cette présidentielle. « Cette élection est marquée par un certain nombre d'événements, de crise dans le nord-ouest et le sud-ouest, les

problèmes dans l'extrême-nord qui n'ont pas encore été résolus, les tensions à l'est, et il est clair et évident qu'une institution comme l'Union européenne qui œuvre également dans la promotion des droits de l'homme aurait dû être présent à un moment aussi important que celui-ci », estime-t-il.

La question du poids des observateurs En revanche, Emile Bindzi estime que cela ne changera rien au processus électoral en cours. « Lorsqu'on essaye de faire une évaluation de l'observation des élections par l'Union européenne en Afrique et un peu partout, on se rend malheureusement compte que les résultats de cette observation n'ont jamais été pris en compte ni par les vainqueurs ni par les vaincus », estime-t-il. Il va même plus loin. Il est arrivé que l'Union européenne donne du crédit à des simulacres d'élections, bourrés de fraudes électorales. »

Quoi qu'il en soit, le non-envoi des observateurs électoraux par l'Union européenne suscite beaucoup d'interrogation dans la société camerounaise.

Certains pensent à un boycott des Européens de l'élection, quand d'autres parle d'un dénigrement du système électoral, pour discréditer l'échéance.

Certains avancent même que l'Union Européenne voudrait laisser les Camerounais à leur triste sort, dans un contexte de déchirement dont les solutions ne peuvent qu'être endogènes.

dw.com
